

# **SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19**

*Données pour le département : "Paris"*



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 28 112 710 731 euros

Nombre d'aides : 9 224 362

Nombre d'entreprises : 2 017 443

## Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



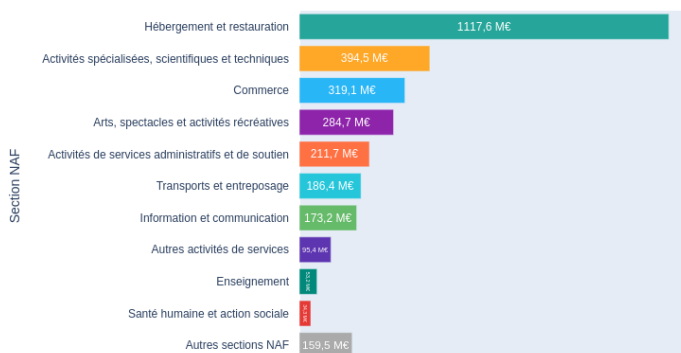
Montant total : 6 853 386 818 euros

Nombre d'aides : 2 185 803

Nombre d'entreprises : 421 687

## Niveau Départemental : Paris

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 029 618 382 euros

Nombre d'aides : 792 691

Nombre d'entreprises : 148 752



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.

Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)

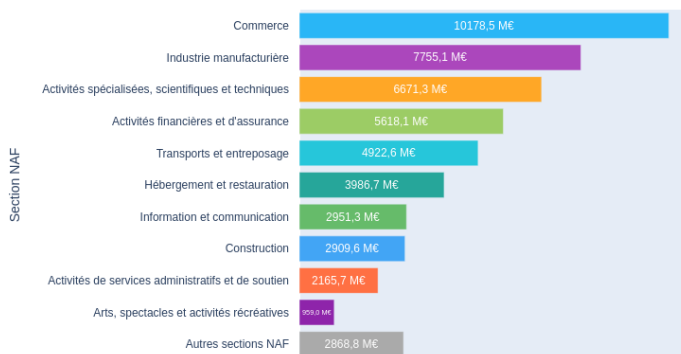


Montant total : 137 274 336 998 euros

Nombre de prêts : 675 459

## Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)

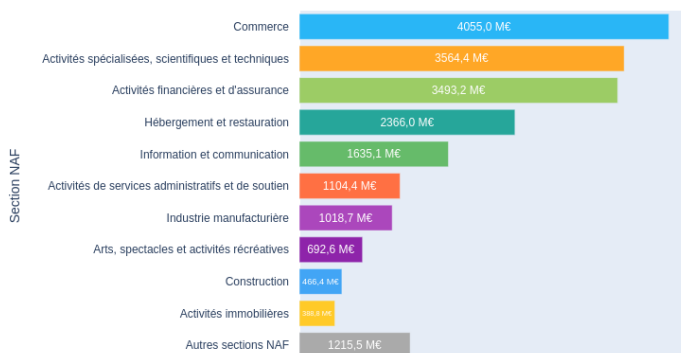


Montant total : 50 986 744 400 euros

Nombre de prêts : 143 349

## Niveau Départemental : Paris

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 20 000 092 274 euros

Nombre de prêts : 57 662



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 491 942 832 euros

Nombre de reports : 113 495

## Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)

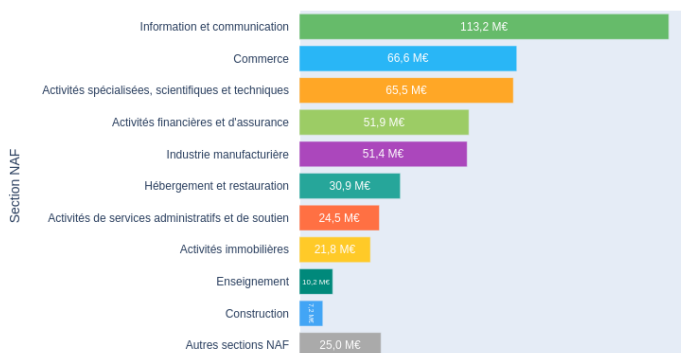


Montant total : 1 152 300 954 euros

Nombre de reports : 16 535

## Niveau Départemental : Paris

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 468 138 485 euros

Nombre de reports : 5 207



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

## Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 122 457 218 euros

Nombre d'aides : 159 189

## Niveau Départemental : Paris

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 33 763 076 euros

Nombre d'aides : 43 841



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

## Niveau National



Nombre de demandes : 220 860

Nombre de salariés : 1 054 345

Heures demandées : 85 295 185

## Niveau Régional : Île-de-France



Nombre de demandes : 53 070

Nombre de salariés : 310 525

Heures demandées : 27 609 955